

# Interview de M. François Hollande, Président de la République, sur le plan d'investissement européen, la situation économique en Russie et sur le rétablissement des relations économiques entre les Etats-Unis et Cuba, à Bruxelles le 18 décembre 2014.

## QUESTION

Monsieur le Président, quelle stratégie à adopter face à la Russie ? Y a-t-il d'autres sanctions alors que Vladimir POUTINE vient de dire aujourd'hui que les occidentaux avaient tort en Ukraine ?

## PRESIDENT

D'abord, ce Conseil Européen va porter sur le plan JUNCKER, 315 milliards d'euros pour relancer l'investissement, pour conduire la transition énergétique, pour faire de la modernité numérique. C'était une grande revendication française, c'était une volonté que j'avais exprimée à plusieurs reprises depuis juin 2012. Nous aboutissons enfin à ce plan et je veux saluer l'effort de la Commission Européenne pour aller vite, parce que maintenant il faut aller vite. Il y a une conjoncture économique qui est à la fois propice, favorable car le prix du pétrole est très bas, l'euro a perdu de sa valeur par rapport au dollar, et c'est un avantage, et nous avons des taux d'intérêts très faibles.

Mais il y a la situation en Russie. Vous savez que je suis allé à Moscou, et qu'avec Mme la Chancelière MERKEL nous faisons en sorte de trouver une issue pour la crise ukrainienne. Je considère qu'aujourd'hui si des gestes sont envoyés par la Russie, tels que nous les attendons, il n'y a pas lieu de prononcer de nouvelles sanctions, et qu'il conviendra au contraire de regarder comment nous pouvons engager nous aussi une désescalade. L'intérêt de tous, l'intérêt de l'Ukraine, l'intérêt de la Russie, l'intérêt de l'Europe, c'est qu'il y ait rapidement des solutions trouvées.

## QUESTION

La situation vous inquiète, le fait que la Russie soit plongée dans une situation économique grave ?

## PRESIDENT

La Russie a subi les sanctions que nous avons prononcées. Nous savions qu'elles auraient un impact sur la Russie, mais aussi un impact sur l'Europe. Dès lors que la Russie s'engage dans un processus qui peut être celui de la résolution de la crise en Ukraine, il n'y a pas de raison que nous prolongions cette situation.

## QUESTION

Monsieur le Président, que pensez-vous du réchauffement des relations entre Cuba et les Etats-Unis ? Etes-vous prêt vous-même à vous rendre à Cuba prochainement ?

## PRESIDENT

La France a toujours eu des relations diplomatiques avec Cuba. Le Président Fidel CASTRO était venu en France à plusieurs reprises. Donc je n'ai pas besoin de me précipiter. Je trouve

dommage que l'on ait attendu aussi longtemps. Mais c'est bien. Le geste de Barack OBAMA est important, et il permet là aussi de créer une détente. La guerre froide doit être terminée une fois pour toute.

QUESTION

Est-ce que la France va contribuer financièrement aussi à ce plan d'investissement ?

PRESIDENT

La France va appuyer ce plan d'investissement européen, la France va ajouter des crédits, et la France va ajouter des financements pour que dans notre propre pays, il y ait davantage d'investissements et davantage de soutien à la croissance.

QUESTION

Quels sont les critères pour qu'il y ait davantage d'investissements ?

PRESIDENT

Les critères pour les projets que nous voulons développer au niveau européen et au niveau français, c'est tout ce qui a trait : à la transition énergétique. La conférence sur le climat va avoir lieu en décembre 2015 et nous devons nous y engager et au numérique, parce que c'est très important que nous soyons là en avance, et aussi toutes les infrastructures. Je vais rencontrer le Premier ministre espagnol et le Premier ministre portugais, nous avons intérêt à ce qu'il y ait le plus d'infrastructures possible, et de la même manière avec les Italiens, avec les Allemands, nous avons beaucoup de projets communs que je veux mettre en œuvre.

QUESTION

Et pour la France ?

PRESIDENT

Chaque chose en son temps, nous allons bientôt engager les procédures pour être prêts dès le 1er janvier prochain, dans quelques jours, pour présenter les dossiers d'investissements à la Commission pour que le plan JUNCKER s'applique le plus vite possible en France.

Merci.